

### **Avis réservé de la Ville de Drancy sur le projet de centre de données au Bourget (93)**

La Ville de Drancy a pris connaissance de l'avis rendu par l'Autorité environnementale concernant le projet de construction d'un centre de données porté par la société Segro France, sur le territoire du Bourget, dans la zone d'aménagement concerté du Commandant Rolland. Ce projet vise à réhabiliter une friche industrielle d'environ 3,7 hectares pour y implanter une infrastructure de stockage et de traitement de données d'une surface totale de plancher de 25 300 m<sup>2</sup>, comprenant notamment trois bâtiments techniques, des systèmes de refroidissement et de récupération de chaleur, des batteries au lithium-ion et 33 groupes électrogènes de secours.

La Ville de Drancy salue la volonté de reconversion d'un site industriel désaffecté. Mais, tout comme la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale, organisme indépendant, elle émet des réserves importantes quant aux impacts environnementaux potentiels de l'opération, en particulier sur la qualité de l'air, le bruit, la consommation énergétique, et les risques technologiques et sanitaires susceptibles d'affecter les communes voisines, notamment le quartier de l'Économie à Drancy. En l'État, le dossier ne semble pas à même de garantir la santé, la sécurité des populations environnantes et la préservation de l'environnement, notamment en ce qui concerne la nécessaire lutte contre le réchauffement climatique.

Au regard de ces enjeux, la Ville de Drancy demande que :

- Le porteur de projet précise les tracés et interconnexions des réseaux existants et à venir, qu'ils relèvent ou non d'autres procédures administratives ;
- Soit communiqué le contenu du partenariat envisagé avec le groupe Coriance ou, à défaut, les raisons de l'absence d'engagement formel concernant la récupération et la valorisation de la chaleur fatale ;
- Soit effectuée une évaluation complète des effets atmosphériques du fluide frigorigène R1234ze (classé PFAS), notamment quant à ses impacts potentiels sur la santé publique, sur l'environnement et sur la sécurité des populations en cas d'incidents ;
- Soit menée une campagne de mesures de la qualité de l'air plus représentative, en période d'activité ordinaire, sur une durée minimale de deux semaines, et que les émissions liées à l'utilisation des groupes électrogènes soient évaluées selon leurs pics d'activité plutôt qu'en moyenne annuelle ;
- L'étude acoustique soit révisée pour mieux caractériser les nuisances sonores perçues par les riverains de Drancy et du Bourget ;
- Soit réalisée une étude détaillée sur les rayonnements électromagnétiques générés par les installations électriques et informatiques, en évaluant séparément puis cumulativement les

contributions de chaque source, afin qu'on puisse constater si les populations seraient impactées ou non ;

En l'état actuel du dossier, la Ville de Drancy émet donc un avis extrêmement réservé sur ce projet, dans l'attente de compléments d'information et de garanties renforcées quant à la maîtrise des nuisances environnementales et sanitaires susceptibles d'affecter le territoire drancéen et son voisinage.